

L'intérieur domestique. Pour une analyse du changement dans les manières d'habiter

In: Genèses, 28, 1997. pp. 146-164.

Citer ce document / Cite this document :

Magri Susanna. L'intérieur domestique. Pour une analyse du changement dans les manières d'habiter. In: Genèses, 28, 1997. pp. 146-164.

doi : 10.3406/genes.1997.1471

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1997_num_28_1_1471

Résumé

■ Susanna Magri : L'intérieur domestique. Pour une analyse du changement dans les manières d'habiter À partir de la lecture de plusieurs ouvrages ayant traité de l'intérieur domestique à différentes époques, l'auteur montre l'intérêt que présente la reconstruction de l'espace social des usages de l'habitation, à un moment torique donné, pour élaborer une problématique de la transformation des manières d'habiter. Ainsi, le schème selon lequel l'innovation se diffuserait en suivant un axe vertical, du haut vers le bas de la société, ne s'avère pas toujours exact à la lumière d'une telle analyse. Celle-ci ouvre en outre sur une critique de la lecture « légitimiste » des goûts. Enfin, lorsque la promotion d'un nouveau modèle de consommation est mise en relation avec l'entreprise d'enracinement d'un pouvoir politique d'abord imposé par la force, comme dans le cas de l'Italie fasciste, l'analyse de la domination culturelle s'enrichit d'une dimension souvent négligée: celle du consentement à l'ordre politique régnant.

Abstract

Susanna Magri: The Interior of the Home: towards an analysis of change in the ways of living in domestic space Starting from a reading of several works concerned with the interior of the home at different historical times, the author shows how reconstructing the social sphere of the uses of housing at a given historical moment can serve to develop a conceptual framework for studying the transformation of ways of living in domestic space. In the light of this analysis, the schema according to which innovation is thought to have been disseminated vertically from the top of society to the bottom, is found to be sometimes incorrect. Furthermore, the analysis paves the way for a critique of the «legitimising» reading of taste. Finally, when the promotion of a new consumer model is shown in relation to efforts undertaken to entrench a political power originally imposed by force (as in fascist Italy), the analysis of cultural domination is enriched by an often neglected dimension: consent to the prevailing political order.

L'intérieur domestique. Pour une analyse du changement dans les manières d'habiter

Susanna Magri



Ouvrages commentés

Annik Pardailhé-Galabrun, *La naissance de l'intime. 3000 foyers parisiens XVII^e-XVIII^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988.

Daniel Roche, *Le Peuple de Paris*, Paris, Éditions Aubier-Montaigne, 1981.

Monique Eleb, Anne Debarre, *L'Invention de l'habitation moderne. Paris 1880-1914*, Paris, Éditions Hazan et Archives d'architecture moderne, 1995 ; Monique Eleb, *L'apprentissage du « chez soi ». Le Groupe des maisons ouvrières, Paris, avenue Daumesnil, 1908*, Marseille, Éditions Parenthèses, 1994.

Gwendolyn Wright, *Building the Dream: A Social History of Housing in America*, New York, Pantheon Books, 1981 ; « La maison minimale », in « La maison. Espaces et intimités », *In Extensio, recherches à l'École d'Architecture Paris-Villemin*, n° 9, 1985, pp. 139-190 (extrait de G. Wright, *Moralism and the Model Home*, Chicago, Chicago University Press, 1980).

Mariuccia Salvati, *L'inutile salotto. L'abitazione piccolo-borghese nell'Italia fascista*, Torino, Bollati Boringhieri, 1993.

Genèses 28, septembre 1997,
pp. 146-164

« Je n'aime pas le soleil. [...] Le soleil hygiénique n'est pas une loi générale. Il y a des hommes qui vivent mieux et plus hygiéniquement à l'ombre. Sur ce qui fait du bien et ce qui fait du mal mon scepticisme est justifié. Depuis que je suis au monde j'ai vu changer quatre fois les avis sur les vertus des tomates. Et le soleil ? L'enfance du temps de mon enfance mûrissait dans les maisons fraîches aux murs peints de paysages arcadiens. Puis vint l'héliomanie et la fureur de la peau grillée, mais déjà j'entends parler du soleil comme d'un ami du bacille de Kock... »

Alberto Savinio,
Ascolto il tuo cuore, città, 1944¹

Comme toute lecture, celle qui va suivre est guidée par une question. Née d'un travail sur la réforme de l'habitation populaire en France au tournant du xx^e siècle, elle peut se formuler ainsi : comment rendre raison de l'émergence de nouvelles normes relatives à l'habitation, destinées, dans l'esprit de ceux qui les ont fixées, à changer le mode d'habiter du peuple des villes ?

À cette question, les chercheurs ont souvent répondu à l'aide d'une problématique du « contrôle social » : quelle que soit la finalité attribuée à la réforme – selon une lecture critique ou apologétique de cet épisode historique – celle-ci a été interprétée comme œuvre d'imposition d'un modèle de conduites dont le résultat allait être l'avènement du mode d'habiter « moderne », plus petit dénominateur commun d'une consommation que nous connaissons encore aujourd'hui. Ainsi orientée, la recherche a mis au premier plan deux groupes d'agents sociaux : ceux qui ont été le fer de lance de la réforme (hygiénistes, philanthropes, patrons d'industrie, grandes

figures de réformateurs et premiers travailleurs sociaux) d'un côté, et de l'autre, ceux qui en ont été la cible, classes populaires urbaines et ouvriers tout spécialement. Cohérent avec ce choix, le corpus documentaire – offert en abondance par les sources réformatrices – a limité la matière restituée: un discours et une action normatifs, exprimant explicitement l'intention disciplinaire, était mis en correspondance avec des pratiques populaires déplorées ou stigmatisées, représentation de conditions et de manières d'habiter produite par les tenants de ce discours eux-mêmes².

Lorsqu'ils mettent en scène la transformation de l'habitation populaire urbaine entre la fin du XIX^e siècle et la Seconde Guerre mondiale, les ouvrages considérés ci-après n'hésitent pas, eux non plus, à y voir le résultat d'une vaste entreprise disciplinaire. Mais, parce qu'ils inscrivent celle-ci dans une interrogation portant sur des processus de plus large envergure, ils offrent les éléments d'un recadrage de l'analyse et de l'élaboration d'une problématique différente.

L'objet de ces livres n'est pas toujours exclusivement l'habitation du peuple. Cherchant à rendre compte d'un changement ou, pour le moins, à le décrire, leurs auteurs considèrent l'habitation de toutes les classes sociales ou, dans le cas contraire, y font souvent référence. Les modalités d'évolution ou les projets de transformation de ce bien et de son usage sont observées tantôt sur la longue période – un siècle pour le Paris de Daniel Roche, plusieurs pour celui d'Annik Paradilhé-Galabrun et pour les États-Unis de Gwendolyn Wright – tantôt sur la période brève qui marque un tournant – quelques décennies pour le Paris fin de siècle de Monique Eleb et Anne Debarre et pour l'Italie de l'entre-deux-guerres de Mariuccia Salvati. Intentionnellement ou non, ces ouvrages tendent ainsi à reconstruire, pour une époque

donnée, l'espace social des usages de l'habitation et permettent par là d'aborder la question des différenciations culturelles sous-jacentes à ces usages.

Examiner plusieurs phases de changement s'avère particulièrement utile pour traiter cette question. Ainsi, le schème selon lequel l'innovation se diffuserait en suivant un axe vertical, du haut vers le bas de la société, ne s'avère pas toujours exact à la lumière d'une telle analyse. Celle-ci ouvre en outre sur une critique de la lecture «légitimiste» des goûts qui ne voit dans «la culture du pauvre» qu'une «culture plus pauvre», pour reprendre les mots de Claude Grignon³. Enfin, lorsque la promotion d'un nouveau modèle de consommation est mise en relation avec l'entreprise d'enracinement d'un pouvoir politique d'abord imposé par la force – comme dans le cas de l'Italie fasciste de Mariuccia Salvati – l'analyse de la domination culturelle s'enrichit d'une dimension souvent négligée: celle du consentement à l'ordre politique régnant.

L'habitation du pauvre: un intérieur introuvable?

Le premier mérite du livre de Monique Eleb et Anne Debarre est de restituer, avec une grande finesse de détail, la variété sociale des types d'habitation à Paris entre 1880 et 1914. Son objectif est de saisir ce qui est en train de changer dans la forme extérieure comme dans l'aménagement intérieur de chaque catégorie d'habitation, pour montrer que les principaux traits du type «moderne» sont fixés dès cette époque. Dans cette perspective, le va-et-vient entre deux genres de sources – épures des architectes, d'un côté, manuels de savoir-vivre, témoignages littéraires et prescriptions de médecins-hygiénistes, de l'autre – permet d'observer comment les pratiques sociales, rapportées à des styles de vie mais aussi à des suggestions normatives les



1. Cité par M. Salvati, *L'inutile salotto*, op. cit., p. 170, note 3, d'après la réédition de 1984, Milano, Adelphi, p. 36.

2. Les premiers travaux d'analyse critique qui ont mis en œuvre cette orientation, dans la voie ouverte par Michel Foucault, ont paru dans les années 1970. Parmi les plus marquants ayant porté sur l'habitation : Lion Murard, Patrick Zylberman, *Le petit travailleur infatigable. Villes-usines, habitat, intimités au XIX^e siècle*, Paris, Recherches, 1976 ; Michel Foucault (éd.), *Politiques de l'habitat (1800-1850)*, Paris, CORDA, 1977 ; Geneviève Heller, « *Propre en ordre* ». *Habitation et vie domestique 1850-1930 : l'exemple vaudois*, Lausanne, Éditions d'En-bas, 1979.

3. Claude Grignon, Jean-Claude Passeron, *Le Savant et le Populaire*, Paris, Éd. du Seuil, 1989, pp. 115-116.

4. Ajoutons que ceux-là mêmes qui s'attachent à le réformer, préfèrent de loin au plan la description de l'enquêteur social et la photographie qui met celle-ci en images, les traits d'une misère inscrite dans les choses et les personnes se trouvant ainsi exaltés pour légitimer l'intervention.

5. C'est ce que met en évidence l'enquête menée par Claire Lévy-Vroelant, à partir des listes nominatives des recensements annuels, sur sept immeubles d'un quartier populaire de Versailles entre 1830 et 1880. Cf. C. Lévy-Vroelant, « Usages sociaux du logement en ville. Le cas de Versailles (1830-1880) », *Recherches contemporaines*, n° 3, 1995-1996, université de Paris X-Nanterre, pp. 63-90.

6. Pour le XIX^e siècle, outre l'étude mentionnée de Claire Lévy-Vroelant, on peut citer les travaux d'Alain Faure, Jean-Paul Burdy, Jean-Luc Pinol, dont j'ai rendu compte dans Susanna Magri, « Villes, quartiers : proximités et distances sociales dans l'espace urbain », *Genèses*, n° 13, automne 1993, pp. 151-165, et ceux en cours de Paul-André Rosental portant sur une rue de la banlieue de Lille ; pour les siècles antérieurs, cf. A. Pardailhé-Galabrun, *La Naissance de l'intime*, op. cit., p. 120.

7. L'hypothèse est corroborée par les enquêtes longitudinales permettant de suivre les itinéraires des ménages le long du cycle de vie. On se reportera aux travaux de Maurizio Gribaudi, *Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XX^e siècle*, Paris, Éditions de l'EHSS, 1987 et, pour Paris, à Françoise Cribier, « Le logement d'une génération de jeunes parisiens à l'époque du Front populaire », in Susanna Magri, Christian Topalov, *Villes ouvrières, 1900-1950*, Paris, L'Harmattan, 1989, pp. 109-126.

concernant, interagissent avec l'élaboration architecturale pour produire du changement.

Dans cette même perspective, c'est avec raison que les auteurs considèrent, au bas de la hiérarchie sociale, les « habitations à bon marché ». Le nouveau modèle d'habitation conçu dans le secteur naissant de la construction dite aujourd'hui « sociale » sera en effet, pour certains de ses aspects, au principe d'un renouvellement formel qui débordera largement son premier cadre social d'application. Toutefois, pour les logements modestes, les auteurs ne présentent pas « l'avant » qui, confronté à « l'après » (l'habitation à bon marché), fait si bien la démonstration pour toutes les autres habitations.

Affaire de sources, préviennent-ils. De fait, les plans du logement ordinaire « bas de gamme » ont bien rarement leur place dans les revues d'architecture consultées pour cette étude⁴. À quoi bon, de surcroît, chercher ces dessins puisque l'habitation du pauvre ne représente que l'appauvrissement extrême de la typologie des autres habitations ? Lorsqu'on a dit qu'elle se réduit à une seule pièce, n'a-t-on pas tout dit ? Ici, comme bien souvent, l'exploration du chercheur est orientée par la vision dominante de l'espace social des consommations.

Pousser plus loin le reproche serait cependant malvenu à l'égard d'un travail qui, au demeurant, remplit son contrat en analysant fort bien les éléments novateurs ayant abouti, avec leurs variantes sociales, à la transformation de la typologie de l'habitation. La critique a plutôt pour objet d'introduire des remarques concernant la sociologie des cultures dont les retombées sont utiles, me semble-t-il, pour interpréter les initiatives réformatrices elles-mêmes.

De ce point de vue, connaître la physionomie des habitations populaires ordinaires n'est pas superflu. Pour au moins deux raisons. D'abord, la diversité de ces habitations,

certes réduite, n'est pas inexistante. En atteste la distribution des logements selon le nombre de pièces sur laquelle nous renseignent les recensements à Paris à partir de 1891 : de une à trois, par ordre décroissant de fréquence dans le Paris populaire de la fin du siècle dernier ; la forme du bâtiment qui oppose la maison individuelle au logement dans un immeuble collectif ; le statut du logement qui discrimine entre vivre « dans ses meubles » et camper dans un « garni ». À cela s'ajoutent les différences relevant de l'environnement extérieur (la rue, le quartier) que l'on négligera ici, l'intérieur étant au premier plan. Le logement, ensuite, est chose assez malléable : tout comme l'immeuble « bourgeois », peut-être même davantage que celui-ci, l'immeuble « ouvrier » connaît des réaménagements internes qui tantôt en rapetissent, tantôt en agrandissent les composantes sur des périodes courtes⁵ – que ces transformations soient le fait des occupants ou des propriétaires bailleurs peu importe, elles expriment dans tous les cas la prise des modes d'habiter sur les murs eux-mêmes.

Regardées en coupe transversale, ces différenciations correspondent sans doute à des segmentations sociales – à un moment donné, les habitations populaires se distinguent les unes des autres en fonction des propriétés socio-démographiques des ménages. Mais, en coupe longitudinale, elles expriment aussi des variations selon l'étape du cycle de vie et la pente de la trajectoire. On peut se rappeler à ce propos combien est importante en milieu populaire la mobilité résidentielle, qu'enregistrent toutes les enquêtes menées à partir des immeubles, des rues ou des quartiers⁶. De faible amplitude spatiale, sauf lorsqu'à partir du tournant du siècle se font plus fréquents les déménagements en banlieue, cette mobilité laisse supposer qu'un même ménage utilise plusieurs types de logement, selon l'évolution de sa taille et les vicissitudes de sa fortune, que celle-ci tienne de l'emploi salarié, du tra-

vail indépendant, de la fabrique ou du petit commerce (sources de revenu que peuvent connaître simultanément ou alternativement les membres d'un même ménage), du patrimoine hérité ou acquis (souvent un bien immobilier rural ou urbain), de la santé physique des membres de la famille⁷. C'est dire qu'à s'en tenir au cadre d'une seule ville – en négligeant donc les parcours migratoires dont on sait l'importance au XIX^e siècle – rien ne serait plus faux que de réduire à l'horizon de la « chambre » l'espace domestique de la population qui vit du travail manuel. Que l'univers des possibles soit restreint, ne dispense pas de s'interroger sur les chemine-ments d'où résulte, au sein d'une même catégorie – définie par l'origine, le métier ou le groupe de métiers proches en probabilité – et d'une catégorie à l'autre, la diversité des expériences résidentielles en milieu populaire.

Étroitesse des possibles : la gamme des habitations modestes disponibles sur le marché est bien sûr réduite. Elle autorise néanmoins le déploiement de manières de vivre à la fois spécifiques et diverses qui s'expriment à travers les modes d'appropriation du logement. Il convient à ce propos de se rappeler les règles méthodologiques sur lesquelles Roger Chartier attirait déjà l'attention au début des années 1980, en raisonnant sur les objets d'histoire intellectuelle ou culturelle. Ainsi invitait-il à prendre

« la “consommation” culturelle ou intellectuelle [...] elle-même comme une production, qui certes ne fabrique aucun objet mais constitue des représentations qui jamais ne sont identiques à celles que le producteur, l'auteur ou l'artiste, a investies dans son œuvre. C'est pourquoi il faut sans doute accorder une portée générale à la définition que donne de Certeau de la consommation culturelle de masse qui caractérise aujourd'hui les sociétés occidentales : “À une production rationalisée, expansionniste, autant que centralisée, bruyante et spectaculaire, correspond une *autre* production qualifiée de ‘consommation’. Celle-ci est rusée, elle est dispersée, mais elle s'insinue partout, silencieuse et quasi invisible, puisqu'elle ne se signale pas avec des produits propres mais en *manières d'employer* les produits imposés par un

ordre économique dominant". Annuler la coupure entre produire et consommer est d'abord affirmer que l'œuvre ne prend de sens qu'à travers les stratégies d'interprétation qui construisent ses significations. Celle de l'auteur est une parmi d'autres, qui n'enferme pas en elle-même la "vérité" supposée unique et permanente de l'œuvre⁸.»

Pour connaître les manières d'habiter populaires, il ne suffit donc pas de répertorier les enveloppes vides des produits de l'activité immobilière. Ce sont bien les intérieurs, aménagés, meublés, décorés, qu'il faut observer. Ces appropriations, tout comme celles des produits littéraires, expriment la culture propre de leurs auteurs. C'est cette culture qui leur donne du sens et qui rend raison des traits opposant le logement « ouvrier » au logement « bourgeois ». Cependant, sauf à postuler l'autonomie absolue des cultures populaires et, dans cette logique, une discontinuité dans l'espace social qui, comme chez Halbwachs, conduit à ranger les travailleurs manuels du côté de la « nature » et les non manuels du côté de la « culture »⁹, il faut admettre que les manières d'habiter au bas de la hiérarchie sociale empruntent à celles situées en haut des éléments qu'elles « retravaillent », produisant ainsi des figures d'intérieur différentes. Les goûts populaires ne se façonnent pas en ignorant les normes ou les interdits dominants : ils les incorporent, mais sous des formes particulières, où se combinent un système de contraintes lié à la condition sociale et un éventail de ressources culturelles liées à l'origine ainsi qu'à la position et à la trajectoire sociales¹⁰.

Les figures de la culture matérielle que composent les intérieurs domestiques, sont décrites par Daniel Roche et Annick Pardailhé-Galabrun. Comme Monique Eleb et Anne Debarre, l'auteur de *La naissance de l'intime* parcourt tout l'espace social. Sa source – les inventaires après décès – permet d'étendre l'enquête aux foyers des ménages modestes – gens de métier, compagnons, artisans sans



8. Roger Chartier, *Histoire intellectuelle ou histoire socio-culturelle. Les trajectoires françaises*, Paris, EHESS, repr., s.d., p. 27 (souligné dans le texte). Le texte cité de Michel de Certeau est dans *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris, UGE 10/18, 1980, p. 11.

9. Cette critique est développée par Grignon dans C. Grignon, J.-C. Passeron, *Le Savant et le Populaire*, op. cit., pp. 117-119.

10. Olivier Schwartz l'a bien montré pour notre époque dans *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 1990, pp. 43-44 et 416-421.

11. Sont dénommés ainsi ceux qui exercent les multiples métiers de la rue.

12. Cette population est néanmoins sous-représentée dans la source, car, comme le souligne D. Roche, *Le Peuple de Paris*, op. cit., p. 60 (cité p. 28), l'inventaire, acte coûteux, suppose une relative aisance. Cette sous-représentation est partiellement corrigée par l'enquête de Annick Pardailhé-Galabrun, qui a augmenté dans l'échantillon le nombre des inventaires concernant les « couches les plus modestes de la population parisienne » (pp. 28 et 71).

qualité, gagne-deniers¹¹, ouvriers et manouvriers – qui n'ignorent pas l'héritage, si petit et parfois grevé de dettes soit-il¹². Seule « la population flottante de gens misérables », qui vit généralement dans les garnis, se trouve exclue.

Tandis qu'à l'aide de la même source Daniel Roche développe l'analyse en profondeur de la culture du « peuple », la reconstitution d'Annik Pardailhé-Galabrun permet de raisonner sur les éléments qui distinguent les manières d'habiter des différents groupes sociaux. À cet égard, son étude est riche d'enseignements. Je m'en tiendrai à deux d'entre eux, illustrés par quelques exemples puisés dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Le premier constat confirme ce que les études de la « vie privée » mettent généralement en relief : au sommet de la hiérarchie sociale, les demeures aristocratiques forment un monde à part. L'innovation en matière de goût appartient à la noblesse, rejointe au XIX^e siècle par la haute bourgeoisie ; elle se diffuse ensuite dans les cercles les plus proches, bien que ses intérieurs restent « inégalés ». Notons cependant que certains dispositifs de l'habitation, tels les moyens de chauffage, relèvent d'une culture partagée par tous : jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la cheminée résiste à l'introduction du poêle, plus efficace et déjà depuis longtemps en usage en Europe centrale ; lorsque celui-ci fait sa percée, il est adopté par le riche marquis et par le compagnon menuisier ou le gagne-denier.

Deuxième constat : les nouveaux modèles circulent relativement vite, tout en empruntant des formes très différenciées selon les rangs ou les catégories sociales. Ces variations formelles renvoient à des significations elles-mêmes distinctes, qui ne sont pas interprétables sans analyse des modes d'appropriation liés à des cultures spécifiques. Les exemples abondent.

À une époque où la spécialisation fonctionnelle des pièces ne fait que s'amorcer, les

annexes souvent nombreuses – cabinet, bouge, garde-robe, soupente... – offrent la possibilité d'un retranchement, dans les grands logements comme dans les petits. Ainsi la pièce unique est souvent pourvue d'une dépendance, où la famille fait éventuellement dormir ses enfants. Mais, lorsqu'elle n'en possède pas, il est fréquent que l'occupant en aménage lui-même une ou plusieurs, comme cet ouvrier du faubourg Saint-Antoine qui crée deux « chambres » en une grâce à une cloison en bois pourvue d'une porte vitrée, ou ce gagne-deniers de Saint-Germain-l'Auxerrois qui, pour lui-même et son épouse, équipe de la même façon sa pièce d'une alcôve et deux cabinets. Signe de la montée partout du désir d'intimité – comme le souligne Annik Pardailhé-Galabrun qui les constate à tous les niveaux de l'échelle sociale – ces pratiques ne prennent cependant tout leur sens que rapportées à la position sociale des ménages concernés. Comparée à l'extension luxueuse de l'aile d'un hôtel aristocratique, la création d'un modeste espace de retraite dans la pièce unique populaire exprime la profonde inégalité des conditions sociales. Mais observée dans le détail – la porte vitrée du menuisier, l'allure de « cabinet » des réduits du gagne-deniers – et lue comme une variante des pratiques populaires, elle signale à la fois la domination culturelle et la matérialisation symbolique d'une probable réussite sociale, où s'applique un savoir-faire lié au métier.

L'étude de l'ameublement conduit à des conclusions similaires. Les inventaires après décès permettent de recomposer dans le détail les figures des décors intérieurs où se lit une profonde différenciation sociale. Celle-ci se manifeste d'abord dans la variation de l'occurrence des objets : présence ou absence, pléthore ou pénurie, selon leur fonction (lits des domestiques, des invités, des enfants, lits de repos, lits de salle) et selon leur diversité (pour les meubles de rangement : secrétaire, commode, buffet, armoire, simples « tablettes » ;

pour les décorations murales : collection de peintures, tableaux sur toile, estampes). Elle s'exprime ensuite dans l'aspect de chaque objet que pourraient décrire des séries d'antonymes : grand/petit (armoire immense et armoire tronquée pour tenir sous un plafond trop bas), précieux/commun (pour la commode : bois de rose et bois de violette, palissandre, bois de Guyane, contre noyer, hêtre ou chêne), fin/grossier (pour les étoffes qui garnissent le grand lit : indiennes, soie, taffetas, contre serge et coton). La liste n'est pas fermée.

Mais une autre lecture est possible, qui fait ressortir un clivage différent des manières d'habiter. Ainsi, regardés dans ce qu'ils ont en commun, les intérieurs de cette époque témoignent d'une culture citadine éloignée de la culture rurale. L'installation en ville des ménages populaires s'accompagne d'une acculturation qui transforme les goûts et les manières d'être sous l'effet de plusieurs facteurs : le côtoiement des plus fortunés que comporte l'exercice du métier, le rôle d'intermédiaires joué par les domestiques dans la diffusion du goût des élites, les progrès de l'alphabétisation que favorise le milieu urbain et particulièrement Paris¹³. Ainsi le lit : pièce maîtresse, avec la cheminée, des intérieurs froids de cette époque, il témoigne certes de la persistance d'une culture ancienne où « la chaleur est partage des corps mêlés »¹⁴ ; mais il est aussi le lieu par excellence de l'intimité : dès que l'étau de la pauvreté se desserre, les enfants ont le leur, plus simple, sans rideaux, parfois pliant, déplaçable. L'armoire remplace dans toutes les classes le coffre du siècle précédent : signe de plus de stabilité, elle devient dans l'habitation populaire un dispositif-clé de l'organisation de l'espace en même temps que le lieu d'un rangement ordonné – fonction renforcée par la commode, meuble urbain, qui relève de la mode et atteste d'une certaine aisance. À cette rationalité nouvelle n'est sans doute pas étrangère la diffusion de l'écrit. Daniel Roche souligne l'émergence des



13. Sur tous ces aspects, cf. D. Roche, *Le Peuple de Paris*, *op. cit.* L'auteur insiste particulièrement sur le rôle des domestiques, en soulignant leur avant-gardisme dans le domaine de la consommation populaire.

14. *Ibid.*, p. 134.

15. *Ibid.*, pp. 215-216.

16. C. Grignon, J.-C. Passeron, *Le Savant et le Populaire*, *op. cit.*

17. Sur ces convictions, cf. Alain Corbin, *Le miasme et la jonquille. L'odorat et l'imaginaire social, XVIII^e-XIX^e siècle*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982.

18. Les inventaires mentionnent le rasoir en raison de son coût élevé ; pour la raison inverse, ils ne disent rien sur les peignes, les brosses, les cuvettes, sauf lorsqu'ils sont de prix.

papiers dans la vie quotidienne populaire – personnels et familiaux, administratifs et religieux – qui exigent la conservation et donc le rangement¹⁵. Bref, il existe dans la ville une communauté de manières d'habiter qui témoigne de la circulation rapide de modèles de consommation transformatrice des goûts. Son importance est considérable : elle permet de comprendre la « promotion » du peuple à la veille de 89, une promotion qui, comme le souligne Daniel Roche, s'accomplit à travers les manières d'être, les sensibilités et les représentations fondatrices de l'identité individuelle et de groupe.

L'existence de ce socle commun ne dispense évidemment pas d'analyser les appropriations qui confèrent diversité de forme et de sens aux consommations citadines. L'assimilation de nouveaux modèles par les classes populaires n'équivaut pas à une dépossession culturelle ni son contraire à la manifestation d'une résistance. À cette alternative en forme d'impasse¹⁶, les intérieurs décrits par Annik Pardailhé-Galabrun et Daniel Roche invitent à opposer l'analyse d'une « interprétation » – pour reprendre l'analogie avec la lecture – qui construit la signification de ce qu'elle produit. Ainsi, le surinvestissement matériel et symbolique dont le lit est l'objet dans toutes les habitations, s'exprime dans celles des travailleurs manuels à travers un décor dont la particularité signale à la fois la condition – pauvreté des garnitures et serge plutôt qu'indiennes pour les rideaux – et la culture – vert, couleur de la fécondité, opposé au rouge du siècle précédent et aux ramages, fleurs ou rayures des domestiques et de leurs maîtres. Encore dans le registre de l'intimité, la culture du corps que révèlent les objets se rapportant à l'hygiène, se situe à mi-chemin entre le particulier et le général. Dans un domaine où les prescriptions comptent autant que les habitudes, les singularités sociales sont limitées et les changements très lents. Dictée par le respect des apparences et les convictions médicales¹⁷, la propreté du

corps est périphérique et s'exprime par celle du vêtement – en cette fin du siècle des Lumières, seule la noblesse, qui n'ignore pas le bain, fait exception. La percée timide du rasoir dans les intérieurs modestes¹⁸ et l'entrée en grand nombre des miroirs, témoignent des soins portés à la personne dans le cadre domestique. Ces gestes signalent, selon l'analyse de Daniel Roche, « les progrès de la conscience individuelle » mais aussi l'affirmation de l'importance sociale de soi – la « dignité », dira-t-on au siècle suivant – allant de pair avec l'explosion des couleurs des habits, la maîtrise de l'écrit affichée par la signature, la possession d'objets personnalisés. Dans le registre de la sociabilité enfin, les données des inventaires montrent d'abord que, contrairement à un schéma convenu, celle-ci trouve aussi place dans le cadre domestique – en témoigne, dans les intérieurs populaires, le nombre élevé des sièges rapporté à celui des occupants. Les formes de la sociabilité se calquent tantôt sur celles qui ont cours chez les bourgeois – les tables de jeu des gagne-deniers le prouvent – tantôt au contraire portent la marque des habitudes rurales – veillées d'automne et d'hiver autour de la cheminée, où, comme le suppose Daniel Roche, la lecture est partagée.

Pour comprendre la profondeur d'un changement dans l'habitation, il est donc important de prolonger l'analyse jusqu'aux usages les plus populaires. Ce qui vaut pour le XVIII^e siècle vaut évidemment aussi pour le XIX^e, d'autant plus que celui-ci est dominé par le projet de réformer le logement du peuple. Dans un tel contexte, méconnaître les usages c'est risquer de prendre pour argent comptant les proclamations relatives aux mutations qu'introduira la réforme, alors que celles-ci sont peut-être déjà en cours. Toute la question est alors d'apprécier les distances qui séparent les manières d'habiter de ceux qui se réclament de l'innovation et de ceux qui à son sujet restent silencieux.

La naissance de l'habitation «moderne» : qui sont les protagonistes de l'innovation ?

Déplaçons-nous donc à la fin du XIX^e siècle, pour observer avec Monique Eleb et Anne Debarre comment se met en place une mutation appelée à se développer entre les deux guerres. Bien qu'en ce domaine les transformations ne soient jamais tranchées, on peut observer sur une période assez courte les signes d'un tournant. On constate, sans surprise, que les maisons des plus haut placés socialement donnent le ton, suivies par les autres. Mais ce schéma atteint rapidement ses limites, obligeant à des raisonnements plus complexes qui le nuancent, s'ils ne le contredisent pas. On s'en tiendra, pour la clarté de l'exposé, aux exemples les plus significatifs.

Le premier concerne l'organisation de l'espace domestique. La distribution des pièces, qui ont désormais acquis leur spécialisation fonctionnelle, change sous l'effet d'une sur-valorisation de la famille qui se matérialise dans une coupure plus nette entre public et privé. Ainsi, les trois fonctions qui qualifient l'espace intérieur : réception, services, intimité, sont mieux délimitées par un mouvement de sens contraire de certaines pièces : la chambre attenante au salon et souvent ouverte sur celui-ci – généralement celle de la maîtresse de maison, utilisée à l'occasion pour recevoir – émigre vers l'intérieur de l'appartement, tandis que la cuisine se rapproche de la salle à manger qui se déplace elle-même de l'espace donnant sur cour vers celui qui donne sur rue, s'accolant donc au salon. L'appartement de l'immeuble fin de siècle suit en cela le modèle de l'hôtel particulier, où les services sont en contrebas, les pièces de réception au rez-de-chaussée, les salles et chambres familiales à l'étage. Dans ce nouvel ensemble salon(s)-salle à manger, la communication est plus accentuée que par le passé : on passe de l'enfilade à une large ouverture, l'isolement pouvant éventuellement être obtenu par une



19. Ici le « hall » est sans doute une autre façon, plus moderne, de désigner la « galerie » : voyez le témoignage de Marcel Proust dans *Le Côté de Guermantes II* (cité p. 77) et l'hôtel Second Empire Jacquemart-André, partiellement modifié à la fin du siècle.

20. Charles Garnier et A. Ammann, *L'Habitation humaine*, Paris, Hachette, 1892 (cité p. 69).

21. Charles Lucas, Will Darvillé, *Les habitations à bon marché en France et à l'étranger*, Paris, Librairie de la Construction moderne, 1899 (cité p. 32).

22. À propos de la « salle commune » des HBM, Monique Eleb et Anne Debarre attribuent aux architectes la référence à « la culture du monde rural », ce qui est plausible ; le rapprochement avec la « salle » du Moyen Âge (p. 75) me paraît franchement improbable.

23. Cette méconnaissance a été bien analysée par Jacques Rancière et Alain Cottureau dans les années 1980. Dans le domaine des cultures du corps, on peut se reporter à Alain Corbin, *Le miasme et la jonquille*, op. cit. Dans celui de l'habitation, elle est illustrée, en négatif, par les images de la promiscuité dans les comptes rendus d'enquête sur le logement du pauvre (j'en ai esquissé l'analyse dans Susanna Magri, *Les laboratoires de la réforme de l'habitation populaire en France : de la Société française des habitations à bon marché à la Section d'hygiène urbaine et rurale du Musée social, 1889-1909*, Paris, Plan Construction et architecture, Recherche n° 72, 1995) et en positif par les scènes de vie familiale reconstituées par les visiteurs des Habitations à bon marché. Cf. par exemple Will Darvillé, « Maison ouvrière de la Fondation Singer-Polignac », *La Construction moderne*, 2 sept. 1911 (cité par M. Eleb, *L'Apprentissage du « chez soi »*, op. cit., p. 22).

porte vitrée à deux battants pratiquée dans la cloison de séparation. C'est ce dispositif qui, transposé dans les appartements plus modestes, donne lieu à la fusion du salon et de la salle à manger en une seule pièce.

Arrivés à ce point, les signes de la mutation se mélangent avec ceux des variations liées aux conditions et cultures sociales. Ainsi, dans les immeubles de rapport des classes moyennes, le goût peut conduire tantôt à conserver le salon, qui par conséquent ne « fusionne » avec la salle à manger que lorsque la surface du logement se réduit, tantôt au contraire à adopter la grande pièce où sont alors aménagés – comme l'illustrent les intérieurs des peintres impressionnistes – un coin pour la réception, un autre pour la lecture ou le piano, un autre encore pour les repas... Cette dernière figure se métamorphose avec le « hall », pièce de grand volume se développant sur deux niveaux, dont on trouve la version noble dans les hôtels particuliers¹⁹ et la version familiale dans les villas du début du ^{xx}e siècle : dans les premiers, c'est un espace dévolu uniquement à la réception, dans les secondes, il est polyfonctionnel : c'est le « centre de la vie domestique » emprunté au *living-room* anglais et destiné à s'inscrire dans un tout autre modèle d'habitation, comme on le verra plus loin.

Plus bas dans l'échelle sociale, des variations analogues apparaissent. Regardées par les architectes de l'époque, les habitations « ouvrières » ordinaires présentent plusieurs types hiérarchisés : au sommet, la salle à manger est la seule pièce de réception ; elle se confond avec la cuisine lorsque la place vient à manquer ; enfin, dans l'habitation la plus pauvre, elle fait aussi fonction de chambre²⁰. Mais il existerait de cette dernière une variante déplorée : la cuisine étant reléguée dans un appendice où l'on se débrouille pour manger, la chambre se transforme pendant le jour en une sorte de « salon », le rideau cachant le lit²¹. L'étude centrée sur la chambre

semble attester la réalité de cette figure : dans les logements modestes, les architectes placent souvent le lit dans une alcôve, ce que dénoncent les médecins qui recommandent également de ne pas entourer le lit de rideaux. En quoi consiste alors l'innovation introduite par l'habitation à bon marché ? Celle-ci se calque sur les usages des ménages populaires les plus aisés lorsque sont prévues cuisine, salle à manger et chambre ; sur ceux des plus modestes lorsque la salle à manger disparaît pour laisser place à la « salle commune » où l'on prépare et l'on prend les repas²². Le changement inscrit dans le nouveau logement économique concernerait dès lors plutôt la monofonctionnalité de la chambre, qui en aucun cas ne doit servir à recevoir.

De même que la chambre féminine quitte l'espace public de l'appartement grand bourgeois pour rejoindre désormais la partie « nuit », la chambre de l'habitation à bon marché se sépare du lieu de la vie collective. Ce qui restait des usages du siècle précédent – où il était courant de recevoir et prendre ses repas dans la chambre – s'efface donc par un mouvement qui parcourt la société de haut en bas. Dans ce processus, les normes imposées aux « dominés » à travers l'HBM s'élaborent à partir de celles qui régissent le mode d'habiter des « dominants ». Les réformateurs sociaux n'ignorent peut-être pas les usages populaires qui se rapprochent des leurs, ils les méconnaissent en les rabattant sur la figure de l'inculture, par l'ethnocentrisme qui régit toute imposition de la culture légitime²³.

De nombreux exemples puisés dans le travail de Monique Eleb et Anne Debarre corroborent cette analyse. On en retiendra deux. Dans l'hôtel particulier est bien visible, on l'a dit, la tendance à mieux isoler l'espace réservé à la famille. Les étrangers s'en trouvent donc éloignés, les chambres d'amis étant aménagées au rez-de-chaussée dévolu à la réception et non au premier étage où se trouvent celles de



24. Je dois ce rappel à Alain Faure que je remercie.

25. Il en va ainsi même dans les hôtels particuliers où la salle de bains est souvent en contrebas. Le bain est souvent mensuel, rarement hebdomadaire comme le souhaitent les traités de savoir-vivre plutôt que les médecins.

26. On se reportera à nouveau, pour cette injonction méthodologique, à C. Grignon, J.-C. Passeron, *Le Savant et le Populaire*, op. cit.

27. Cette transformation esthétique n'échappe pas aux auteurs qui, tableau de Caillebotte à l'appui, soulignent que « La vue, le paysage urbain acquièrent un statut valorisé » (p. 253). François Loyer, *Paris XIX^e siècle. L'Immeuble et la rue*, Paris, Hazan, 1987, rappelle que les *bow-windows* sont introduits pour rompre la monotonie des façades haussmanniennes. Une véritable communication avec l'extérieur ne se réalise pas encore dans les immeubles, mais dans ces « lieux de l'anti-urbain » que sont villas et hameaux périphériques (*ibid.*, pp. 339-347). G. Wright, *Building the dream*, op. cit., pp. 106-107, note le même rapport à la nature dans les maisons suburbaines des États-Unis, dont l'expansion commence après la guerre de Sécession.

28. Dolf Sternberger, *Panorama oder Ansichten vom 19. Jahrhundert* (1938), ch. VI « Im Innern des Hauses », partiellement traduit en français par Jacques Dewitte sous le titre « Au sein de la maison », *Urbi*, X, 1986, pp. IV-XXI. Cf. dans le même sens, Lion Murard, Patrick Zylberman, « Scènes d'intérieurs », *Carnet Parcours du Musée d'Orsay*, n° 11. Habités de cette « obscurité » de leur intérieur urbain, aristocrates et bourgeois parisiens retrouvaient la campagne dans leurs villas suburbaines, le soleil et le grand air dans les stations balnéaires.

29. Le mot « appartement » désigne à cette époque l'intérieur bourgeois, par opposition à « logement », réservé au peuple. À propos de la salle à manger, Julien Guadet, *Éléments et théorie de l'architecture*, Paris, Librairie de la construction moderne, 1902 (cité p. 113) écrit : « Comme sol, des carrelages pouvant se laver ; comme parois, des dispositions de marbrerie, ou des lambris peints à l'huile... ». Architecte Prix de Rome, élève de Labrousse, J. Guadet (1834-1908) fait autorité à cette époque. Cf. Michel Ragon, *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme modernes. Idéologie et pionniers, 1800-1910*, Paris, Casterman-Essais, t. 1, 1986, pp. 324-330.

30. C'est ce à quoi invite, pour comprendre la transformation des goûts, Pierre Bourdieu dans *La Distinction*, Paris, Éd. de Minuit, 1979, ch. IV, pp. 255-287. Cependant, « l'orchestration objective de deux logiques relativement indépendantes, celle des champs de production et celle du champ de consommation » ne semble pas fonctionner ici de manière parfaite ou en tout cas immédiate : les « audaces » des professionnels de la production ne correspondent pas à celles des « dominants » en matière de goût, mais plutôt à celles que ces derniers imposent au peuple et que celui-ci expérimente, en y trouvant peut-être, pour une part, son compte.

leurs hôtes. L'interdit implicite, et souvent explicite, pesant sur les locataires des Habitations à bon marché quant à l'hébergement de personnes n'ayant pas avec eux des liens de parenté, ne se réfère qu'à cette norme car cet hébergement n'est pas habituel dans les milieux populaires à Paris, où, contrairement à Berlin par exemple, les célibataires peuplent les pièces uniques et les « garnis »²⁴. Autre exemple : les dispositifs de l'hygiène corporelle. La « salle de bains » équipée d'une baignoire est absente au tournant du siècle des maisons populaires et petites bourgeoises où est plutôt utilisé le tub. Mais dans celles de la bourgeoisie, elle est loin de remplacer le « cabinet de toilette » qui, associé à la chambre, garde les propriétés décrites par Annick Pardailhé-Galabrun pour le XVIII^e siècle (table de toilette garnie d'étoffes, cuvette, etc...) ; elle est donc reléguée dans l'espace des services, signe de son utilisation peu fréquente²⁵. L'aménagement des « bains-douches » au rez-de-chaussée des immeubles d'habitations à bon marché ne peut donc pas être expliqué seulement par les impératifs d'économie régissant ces programmes, qui classent ces bâtiments exemplaires du côté du commun ; il trouve aussi son origine dans le mode d'emploi du dispositif courant chez leurs commanditaires.

Il est de bonne méthode lorsqu'on s'interroge sur des transformations touchant aux styles de vie, de considérer que le travail d'imposition de la culture légitime s'applique tout autant aux « dominants » eux-mêmes²⁶. Cette phase de l'histoire de l'habitation le prouve. On peut remarquer que l'habitation à bon marché est à maints égards objet de véritables innovations : comme le rappellent Monique Eleb et Anne Debarre, elle est un terrain d'expérimentation de modèles destinés à se diffuser et se banaliser à plus ou moins long terme. Or, s'il en est ainsi, c'est que les changements qui sont dans l'air du temps ont du mal à pénétrer dans les maisons des nantis. Les mots d'ordre réitérés avec vigueur au

début du siècle pour combattre la tuberculose : air et lumière (voyez « le soleil hygiénique » et « l'héliomanie » sur lesquels ironise Alberto Savinio) ne s'inscrivent pas d'abord dans l'architecture et l'aménagement intérieur de l'habitation bourgeoise, mais bien dans ceux de l'habitation à bon marché. Les évolutions signalées par Monique Eleb et Anne Debarre à propos des maisons luxueuses ne doivent pas induire en erreur : que la fenêtre s'ouvre plus largement sur la rue notamment par l'aménagement des *bow-windows*, est affaire d'esthétique, non de changement dans la manière de concevoir l'intérieur²⁷. Quant à la nature « intériorisée », plantes placées dans l'arrondi des *bow-windows*, jardins d'hiver ou serres, on suivra Dolf Sternberger plutôt que Monique Eleb pour penser que la fonction de cette « verdure multiple » était de faire écran à la lumière, de la « filtrer » et d'empêcher, avec les rideaux, qu'elle ne décolore les étoffes et n'altère les teints diaphanes²⁸.

Tout est fait au contraire pour que l'air et la lumière pénètrent largement dans l'habitation à bon marché. L'architecture de celle-ci se transforme radicalement. Les auteurs en conviennent : « Dans le processus de restructuration de l'immeuble, les Fondations ont servi de modèle. La taille des opérations, celle des parcelles, la force des règles de l'hygiène, en concurrence avec la rentabilité dans ce type de commande, ont transformé les données du projet de maison de rapport urbaine » (p. 315). Toit-jardin et structure en ciment armé (Société des logements hygiéniques à bon marché, 1903), grande cour-square intérieure (Fondation Rothschild, 1905), « composition en dents de peigne » qui amorce la « désolidarisation de l'immeuble vis-à-vis de la rue » (ville de Paris, 1913) : avec une remarquable précision, Monique Eleb et Anne Debarre montrent comment certaines de ces innovations – celles concernant la cour tout particulièrement – se diffusent dans les immeubles « bourgeois », tandis que les autres devront attendre

l'entre-deux-guerres pour y être reprises. L'aménagement intérieur n'est pas en reste. Passons sur les grands éclairages et la ventilation, moins souvent réalisée, des escaliers. Dans le logement lui-même, les dispositifs de rangement fixes pratiqués dans les murs, les matériaux lavables, les meubles anti-poussière, l'équipement « rationnel » de la cuisine, font l'objet d'une mise au point qui tantôt trouve écho dans les prescriptions contemporaines visant les appartements (voyez par exemple Julien Guadet à propos de la salle à manger²⁹), tantôt ouvre la voie aux aménagements résolument « modernes » des années 1920.

L'HBM est donc à l'avant-garde. Pour comprendre cette voie particulière de changement, il faut se placer du côté des agents de la production : les commanditaires des programmes d'HBM et les architectes³⁰. Du côté des commanditaires, sans entrer dans l'analyse du champ réformateur auquel ils appartiennent, on notera la particularité des Fondations. À Paris, elles sont de loin les plus grands constructeurs dans le domaine au début du siècle – ce qu'attestent l'importance des sommes engagées dans les opérations, le nombre et surtout la taille considérable de celles-ci. Pour Rothschild (Fondation du même nom), Lebaudy (Groupe des maisons ouvrières) ou Singer-Polignac (Fondation du même nom), l'enjeu n'est pas négligeable : ces réalisations sont pour eux une vitrine.

Pour répondre à l'appel des réformateurs sociaux et aux injonctions des hygiénistes, les Fondations se tournent vers les architectes. Sur l'intérêt que ces derniers portent à l'habitation à bon marché on peut avancer quelques hypothèses, à partir du travail de Monique Eleb et d'études partielles les concernant. Au tournant du siècle s'ébauche l'une des transformations majeures de la profession dont François Loyer a indiqué les grands traits. Si la commande d'une clientèle très aisée reste non négligeable, permettant à l'architecture



31. François Loyer, «Sauvage, ou le renoncement», in *Henri Sauvage 1873-1932*, Bruxelles, Archives d'architecture moderne, Paris, Société des architectes diplômés par le Gouvernement, 1976, pp. 35-70. Dans le même sens, M. Eleb et A. Debarre (p. 338) notent avec Émile Rivoalen (1882), que l'architecte «s'il veut survivre [doit] lui aussi se livrer à la spéculation [dont] les conséquences sont fatales à l'essence de l'art architectural». L'issue, note Loyer, ne pouvait être trouvée que dans «l'invention de formules entièrement nouvelles, abandonnant le système ornemental de la tradition classique (lié à l'utilisation de la pierre) pour des procédés d'exécution mécanique [...] capables d'effets architecturaux similaires, mais combien plus économiques».

32. Cf. S. Magri, *Les laboratoires de la réforme de l'habitation populaire en France*, op. cit., pp. 63-76.

33. Ainsi le Dr Cazalis, Jean Lahor en littérature, dont j'ai analysé le rôle dans *ibid*, pp. 85-88.

34. «C'est un résumé de l'écriture fonctionnaliste avant la lettre», selon F. Loyer, «Sauvage, ou le renoncement», op. cit., p. 48. Sur la composition de ce milieu, dont font partie entre autres, avec Jourdain et Sauvage, les architectes Charles Plumet et Henry Provensal qui construisent des HBM, on se reportera à l'ensemble du recueil *Henri Sauvage 1873-1932*, op. cit.

35. *Ornament und Verbrechen*, publié en 1908 par l'architecte autrichien Adolphe Loos (1870-1933) qui fait partie du réseau international tissé par ce milieu, est traduit par *Les Cahiers d'aujourd'hui* en juin 1913 sous le titre *Ornement et crime*. Cf. Henri Guerrand, *L'Art nouveau en Europe*, Paris, Plon, 1965, p. 231. *L'Esprit nouveau* de Le Corbusier le repopose en 1920, dans sa deuxième livraison.

36. Gérard Monnier, *Histoire critique de l'architecture en France, 1918-1950*, Paris, Philippe Sers Éditeur, 1990, esquisse cette analyse mais néglige leur rôle dans le domaine de l'habitation à bon marché.

37. Ce principe «moderne» renouant avec la tradition de «l'art grec et de l'art du Moyen-Âge» est énoncé, dans une lettre à Roger Marx, par Charles Plumet, adepte comme Henri Sauvage de l'Art nouveau au début de sa carrière. Cf. M. Eleb et A. Debarre, *L'Invention de l'habitation moderne*, op. cit., p. 451.

savante de renouveler ses propositions stylistiques, en revanche, dans la construction «de rapport» ordinaire, le rétrécissement des marges de profit limite les possibilités d'expression formelle³¹. De ce côté, les premières Sociétés d'habitations à bon marché n'offrent pas toujours, il s'en faut, une plus grande liberté: certes elles limitent volontairement la rentabilité des opérations, mais demandent aux architectes de contenir les coûts; en outre les directives inscrites dans leurs programmes sont souvent conventionnelles. La donne change avec l'engagement des Fondations. La possibilité de travailler sur de grandes parcelles, l'importance des moyens financiers, l'appel à mettre largement en œuvre les prescriptions hygiénistes dans le prospect des bâtiments et la dimension des cours intérieures – et de ce point de vue à faire plus que ne le demande le nouveau règlement de 1902 – l'ouverture de concours enfin (Rothschild, 1905), invitent à innover. Des plans de masse dessinant un type morphologique nouveau, des aménagements intérieurs inédits en sont le résultat³².

Cependant, en dehors même de ces grandes opérations, on peut noter que l'habitation à bon marché offre un terrain de recherche à des architectes en quête de solutions formelles rompant radicalement avec l'académisme des Beaux-Arts. Souvent décorateurs et parfois hommes de lettres en même temps qu'architectes, ils forment avec peintres, sculpteurs, poètes (à qui il arrive d'être aussi médecins-hygiénistes³³), critiques et marchands d'art, un milieu «artiste» où les canons esthétiques dominants sont résolument contestés. Une clientèle «éclairée», proche de ce milieu quand elle ne lui appartient pas, leur offre la possibilité de produire des œuvres innovantes, dont la Villa Maïorelle à Nancy est un exemple. Mais ils se font parfois eux-mêmes promoteurs de la construction sociale, comme dans le cas de la Société anonyme des logements hygiéniques à bon marché, dont Frantz

Jourdain est l'administrateur délégué et pour laquelle Henri Sauvage et Charles Sarazin construisent l'immeuble «révolutionnaire» de la rue Trétaigne (1903)³⁴. Pourfendeurs du goût pour l'ornement fin en soi³⁵, critiques de l'architecture traditionaliste et éclectique, ces artistes – dont il faudrait mieux étudier la position dans l'espace social, professionnel et réformateur³⁶ – en viennent à considérer le luxe comme un artefact et à faire de la «simplicité» le critère de la «beauté». L'application de ce critère à l'habitation populaire, qui s'y prête particulièrement, est cohérent avec le retour à la «nature», étudiée afin de ramener l'architecture et l'art décoratif à être pure expression des «besoins de l'individu et de la société»³⁷. C'est sur ces bases que la recherche rationaliste se développera entre les deux guerres, son terrain d'élection devenant alors l'habitation des «classes moyennes».

L'effacement du salon: une révolution des «classes moyennes»?

Au moment où en France apparaissent les signes avant-coureurs du fonctionnalisme, une transformation radicale s'accomplit dans l'habitation aux États-Unis, qui ne gagne l'Europe qu'après la Grande Guerre. Gwendolyn Wright pour le tournant du siècle américain et Mariuccia Salvati pour les années fascistes, nous en proposent l'analyse, soulignant toutes deux un fait nouveau : de part et d'autre de l'Atlantique, à quelques décennies de distance, l'innovation appartient aux «classes moyennes».

L'initiative échapperait donc à l'élite bourgeoise qui avait jusqu'alors créé, d'abord pour elle-même, les nouveaux styles d'habitation puis inventé pour le «peuple» les premières normes de l'habitat salubre. Elle serait le fait de nouvelles catégories sociales, dont la croissance s'affirme dans les villes à partir du début du siècle avec le développement du

salariat de l'administration et des services. À l'appui de cette thèse les auteurs apportent des arguments peu contestables. Aux États-Unis, l'offensive contre la maison victorienne des années 1870-1890, accablée de tous les démerites – pléthore de pièces de réception, surcharge d'ornements inutiles, encombrants et antihygiéniques, règne de l'obscurité et de l'air confiné, marqueur trop visible des divisions sociales – dessine en alternative les contours d'une habitation qui n'est certainement pas celle du pauvre ni celle du très riche américain. Le «*parlor*» y est supprimé au profit de la pièce unique polyfonctionnelle où disparaît la cloison entre salon et salle à manger. La cuisine y devient un véritable laboratoire pour une maîtresse de maison qui n'est pas secondée par la bonne. Les chambres, en nombre réduit, ont perdu l'ampleur qui, dans la maison victorienne, permettait à la sociabilité familiale de s'y déployer. L'espace de rangement, désormais incorporé dans l'architecture, est réduit car la ménagère a cessé d'être un producteur domestique pour devenir une «consommatrice» et n'a donc plus besoin de stocker ses denrées. Enfin le «confort moderne» y domine, l'éclairage électrique, le chauffage, la salle de bains absorbant le coût gagné par la réduction de la surface globale. Le «*bungalow*» désigne le type générique de ces maisons, petites, «sans prétention», claires, simples, en un mot «modernes», non moins coûteuses cependant que les maisons victoriennes et par conséquent hors de portée de la *working class*. On retrouve dans l'Italie fasciste le même type d'habitation transposé dans l'immeuble collectif (la «*casa per appartamenti*»). La guerre menée contre le salon par les architectes rationalistes de ce pays symbolise le bouleversement en train de s'accomplir dans l'intérieur domestique ; que la première visée soit la «petite bourgeoisie» l'apparition dans les années 1930 du «*studio*» pièce accolée au «séjour» et ouverte sur celui-ci, le confirme : fait précisément pour ceux qui



38. *Studio* signifie étude en même temps que local pour les professionnels qui s'adonnent à une étude quelconque (avocats, peintres, musiciens...). Il semble que l'emploi du mot pour désigner un coin de l'espace domestique date de ces années.

39. Les familles de la bourgeoisie urbaine comptaient généralement quatre enfants dans les années 1890, celles de la *middle class* n'en ont plus en 1900 qu'un ou deux. Entre 1900 et 1920, le nombre des domestiques passe dans l'ensemble du pays de 80 à 39 pour mille familles (pp. 171-172).

40. Sur l'emploi du terme « classe moyenne » l'auteur s'explique dans l'introduction à son ouvrage, pp. 20-21, où il se réfère aux théories de la New School for Social Research de New York des années 1930, analysées dans un autre ouvrage : M. Salvati, *Da Berlino a New York. Crisi della democrazia nelle scienze sociali degli anni trenta*, Bologna, Nuova Universale Cappelli, 1989.

41. Vauvrecy [Le Corbusier], « Le salon d'automne », *L'Esprit nouveau*, n° 2, novembre 1920, p. 229, cité par Giovanni Fanelli, Roberto Gargiani, *Ornamento o nudità. Gli interni della casa in Francia, 1918-1939*, Bari, Laterza, 1993, p. 13.

42. À Milan, dans les grands appartements des derniers étages des immeubles modernes, « la typologie de l'habitation de masse est déclinée sur le thème de la villa », selon Fulvio Irace, « La casa sospesa », in *Anni Trenta. Arte e cultura in Italia*, Milano, Mazzotta, 1982, p. 219 (cité p. 46).

43. Comme en Europe, de grandes cours intérieures sont aménagées dans les *model tenements* des philanthropes, ce principe s'appliquant ensuite aux immeubles de luxe. Les *apartments-hotels* des grands buildings sont réaménagés à partir de la fin du XIX^e siècle, chaque unité domestique constituant désormais une entité séparée (la cuisine et les services auparavant en commun sont réintégrés dans l'appartement). G. Wright, *Building the dream*, op. cit., ch. VIII.

44. Thorstein Veblen publie *The Theory of the Leisure Class* en 1899. La traduction française, *Théorie de la classe de loisir*, Paris, Gallimard, est de 1970 avec une étude de Raymond Aron.

45. G. Wright, *Building the dream*, op. cit., ch. VII.

46. L'existence de ces luttes est suggérée par l'auteur. Pour comprendre les positions des architectes vis-à-vis du fascisme il faut commencer par périodiser celui-ci, car il connaît au moins trois phases différentes (la conquête du pouvoir, l'installation du régime à partir de 1926, puis la fermeture autarcique et l'expansion impérialiste) qui n'offrent pas les mêmes opportunités à l'organisation de la profession et à son activité. Sur ce dernier aspect, cf. Donatella Calabi, « L'architetto », in Maria Malatesta (éd.), *I Professionisti, Storia d'Italia, Annale 10*, Torino, Einaudi, 1996, pp. 339-375.

47. M. Salvati, *L'inutile salotto*, op. cit., p. 43.

ne sont ce qu'ils sont que grâce aux études³⁸, il est le signe distinctif de l'habitation petite bourgeoise – qui dispose ainsi d'un espace de réception, de travail, d'écoute de la radio, dont est privée l'habitation ouvrière, tandis que la maison des « grands » possède salon et véritable cabinet de travail.

La révolution rationaliste dessine donc la figure d'un nouveau logement dont elle fait un modèle. Un logement taillé sur mesure pour les « classes moyennes ». Mais que recouvre précisément cette désignation des premiers concernés par l'innovation architecturale ? Le terme n'a pas le même sens dans les deux ouvrages. Dans celui de Gwendolyn Wright, il qualifie un espace social large, défini par des professions plus que par des positions sociales. Mais l'analyse de l'auteur laisse supposer que l'une des composantes de cette *middle class* appartient à une bourgeoisie dont le mode de vie se transforme à la suite de l'entrée des femmes, désormais diplômées, dans les professions qualifiées, de la diminution du nombre d'enfants, de la disparition des domestiques³⁹ : or c'est elle qui se mobilise pour introduire le changement observé dans l'habitation. Mariuccia Salvati, de son côté, manie deux termes : « petite bourgeoisie » et « classe moyenne ». Le premier désigne une entité sociologique, une population objet des politiques fascistes, et des sarcasmes des architectes modernistes. En réalité il s'agit, dans un cas, d'une catégorie sociale particulière : les employés de l'État, appelés à jouer un rôle-clé dans l'enracinement social du régime ; dans l'autre, d'une représentation utilisée comme repoussoir par la génération montante des architectes pour faire valoir ses innovations et établir sa prééminence dans la profession. Le second terme désigne, lui, le résultat virtuel d'une entreprise à la fois « culturelle » et « politique » tendant à créer, par l'uniformisation des modes de vie, l'illusion d'une société organiquement unifiée : c'est la perception de soi à laquelle est censée parve-

nir la population visée par cette entreprise⁴⁰. Dans ce processus prend place, selon l'auteur, la transformation de l'intérieur domestique amorcée sous le fascisme.

Cependant, la « société de masse » ne se réalise ni d'un côté ni de l'autre de l'Atlantique. Les auteurs soulignent les segmentations sociales exprimées par des types d'habitation très hiérarchisés. L'invective des architectes contre « la profusion de l'or, de l'argent, vrai ballet russe » des premiers intérieurs Art Déco⁴¹, n'est nullement incompatible avec la composition de versions luxueuses de l'habitation rationaliste – chez Le Corbusier comme chez Pagano. De même, Frank Lloyd Wright dessine en 1901 une série de « *model Journal houses* » dont les plans sont vendus 5 \$ par le *Ladies' Home Journal*, tout en réalisant en 1906 la somptueuse *Martin House* à Buffalo. Le rationalisme se diffuse finalement dans la demeure des élites⁴², mais il s'applique aussi sous la forme la plus pauvre dans les maisons « *popolarissime* » des années 1930. Aux États-Unis, les *apartments* et *tene-ments* des villes-centres, remodelés selon les prescriptions hygiénistes et le principe du logement monofamilial⁴³, coexistent avec les *bungalows* puis les *detached houses* des zones suburbaines. Segmentation sociale et dichotomie spatiale, entre ville et banlieue, persistent donc malgré les rapprochements évidents dans l'organisation des intérieurs.

Le changement dans les modalités de l'innovation reste néanmoins remarquable. Aux États-Unis, les femmes sorties de l'université prennent l'initiative, suivies par celles qui travaillent dans les organisations charitables ou civiques. Réunies dans la *National Household Economics Association* (Chicago 1893), dans le mouvement *Arts and Crafts* (1900), dans la *National Consumers' League* et les *Women's Clubs* locaux, elles mènent pour le logement une campagne dont le mot-clé est *standards*, rationalisation de la vie

domestique, hygiène et confort moderne y étant étroitement associés. Inscrite dans le « progressisme » de la période, la croisade féminine trouve appui chez les réformateurs sociaux, les architectes et *designers* rationalistes, une presse spécialisée dans le domaine domestique leur servant de support. Ce mouvement cherche à imposer partout les nouvelles normes de l'habitation, critiquant le luxe ostentatoire des *upper classes* – objet au même moment des flèches de Veblen⁴⁴ – et s'efforçant de convaincre les *working classes*, dont les intérieurs sont alors découverts grâce à des campagnes de photographies⁴⁵.

Dans l'Italie fasciste, la diffusion de normes en tous points analogues à celles qui avaient vu le jour trente ans auparavant outre-Atlantique, semble à première vue emprunter la même voie. Mais Mariuccia Salvati nous détrompe vite : ici la « petite bourgeoisie » est mobilisée plus qu'elle ne se mobilise. Les architectes, d'abord, tiennent le haut du pavé, avec leurs revues sur papier glacé, *Domus*, *Casabella*, les Biennales et Triennales, autant de manifestes des recherches rationalistes. Leur critique véhémement du goût convenu des bourgeois doit être rapportée à l'avant-gardisme social qu'affiche le fascisme, tout autant qu'aux luttes de concurrence qui opposent tantôt Rome et Milan, tantôt les jeunes diplômés des années 1930 à leurs prédécesseurs, créateurs pourtant du style *Novecento*, désormais voué aux gémonies, sous prétexte qu'il a été adopté par le « bourgeois détesté »⁴⁶. Ils se retrouvent néanmoins pour combattre le salon, la cible privilégiée étant alors la petite bourgeoisie. Sur ce terrain « convergent au tournant des années vingt des humeurs différentes, anti-bourgeoises, anti-urbaines, modernisantes, tournées à l'occasion vers l'Europe du nord et son *living-room*, émanant de milieux fort dissemblables : élite culturelle, bourgeoisie industrielle, organismes municipaux du logement social, mouvement fasciste »⁴⁷. Mais, sans doute, le vecteur le plus

efficace de la diffusion des nouvelles normes est le *Dopolavoro* fasciste, secondé par la revue *Casa e lavoro* de l'Office italien pour l'organisation scientifique du travail (ENIOS). Cette institution si active à construire le consensus au régime à travers l'organisation des loisirs des salariés⁴⁸, se fait promotrice d'une économie domestique rationnelle qu'elle s'efforce de faire rentrer dans les pratiques féminines en ouvrant écoles, expositions et concours de décoration et d'ameublement en coopération avec les fabricants de biens domestiques et les grands magasins qui les commercialisent⁴⁹.

Cependant, l'originalité de l'étude de Salvati est ailleurs. Ce qu'elle cherche avant tout à démontrer est le rôle joué par les grands organismes nationaux, et en particulier ceux chargés des politiques sociales, dans une promotion des employés qui, tout à la fois, les attache au régime et en fait les agents de la propagation d'une culture trans-régionale, uniforme, urbaine, bref de la « nationalisation » de la culture dans ce pays⁵⁰. L'*Istituto nazionale per le case degli impiegati dello Stato* (INCIS, 1924) fait donc l'objet d'une étude monographique. Sa mission est de loger, dans toutes les villes du pays où ils sont appelés à le servir, les employés civils et militaires de l'État. L'éventail des bénéficiaires s'élargit avec l'extension de l'emprise étatique : y seront ainsi inclus, à partir de 1927, les employés des organismes financiers nationaux, ceux relevant de la santé publique, puis les instituteurs une fois qu'ils seront passés sous la dépendance de l'État. Leur importance numérique ne fait qu'accroître le rôle de l'organisme. La présence de ces employés sur tout le territoire – y compris dans les villes reconquises, Bolzano, Fiume, Trieste – symbolise celle de l'État. Leur habitation, suivant une typologie uniforme, reconnaissable, modérément prestigieuse (la *palazzina*, petit immeuble comportant généralement 4 étages), rehausse l'image de l'employé public, donc de l'État, en fait



48. La meilleure analyse en a été faite par Victoria De Grazia, *The Culture of Consent. Mass Organisation of Leisure in Fascist Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

49. L'Opera nazionale dopolavoro avait passé contrat notamment avec le grand magasin milanais *La Rinascente*, qui proposait des meubles bon marché sous l'étiquette « Domus nova ». M. Salvati, *L'inutile salotto*, *op. cit.*, p. 57.

50. M. Salvati note à ce propos que la scolarisation de ces catégories en fait les porteurs d'une langue commune et anonyme (alors que les dialectes expriment les particularismes régionaux), en même temps que d'une culture nationale petite-bourgeoise (p. 18). Rappelons aussi la force persistante des sociétés et des pouvoirs locaux, qui permet de comprendre l'enjeu que représentent pour le régime fasciste les organismes nationaux qu'il contrôle directement.

51. Pour une analyse plus développée de ces aspects, cf. Mariuccia Salvati, *Il regime e gli impiegati*, Bari, Laterza, 1992, dont on trouvera le compte rendu dans Manuela Martini, *Genèses*, n° 13, sept. 1993, pp. 169-170.

52. L'auteur décrit le développement du « favoritisme politique » au sein de l'Institut (pp. 153-160).

l'incarnation d'une possible carrière sociale et d'une culture dégagées des traditions locales; elle renforce dans le même temps la cohésion interne de la catégorie, déracinée par les déplacements imposés d'un point à l'autre du territoire, bénéficiaire d'une organisation corporative et d'avantages spécifiques dans le domaine de la consommation⁵¹. Une fois le régime installé, le Parti national fasciste pénètre profondément l'organisme et devient la voie de passage obligée pour ceux qui veulent atteindre et garder un statut social envié⁵².

On comprend mieux, à la lumière de cette analyse, comment le fascisme a pu créer les conditions de l'avènement d'une culture « nationale » placée sous le signe de la « classe moyenne », dont l'habitation rationalisée est l'un des symboles. Mais on comprend aussi les limites du consentement recueilli par le régime. Aux yeux de Mariuccia Salvati, la pièce de séjour avec son coin *studio*, symbolise aussi le repli de la famille sur un espace privé de plus en plus menacé par une sphère publique envahissante, où dominent les signes du pouvoir. Ceux-ci se matérialisent dans l'architecture autant que dans les produits d'une « industrie culturelle » qui, avec le cinéma, les vitrines, les affiches, la publicité, la radio dont les haut-parleurs rendent la voix omniprésente, diffuse en même temps que les messages tendant à uniformiser la consommation, ceux du parti qui monopolise le pouvoir. Les « classes moyennes » sont, selon l'auteur, les « spectateurs anonymes » d'une scène que de multiples acteurs, dans l'État et la société civile, construisent pour elles. On peut s'interroger sur l'appropriation des images qui défilent sur cette scène. Le livre constate, en tout cas, qu'elle voisine de zéro lorsque, avec l'appauvrissement général, le marché disparaît et que sur les places publiques vidées de toute socialité on n'entend plus que la voix du Parti.

Revenons pour conclure à la question qui a ouvert ce texte. À l'évidence, la réforme de

l'habitation populaire se situe au croisement de plusieurs champs de l'espace social. Elle s'inscrit, au tournant du siècle, dans un processus de transformation des manières d'habiter qui intéresse l'ensemble de la société urbaine. Les réformateurs sociaux appliquent dans leur esquisse d'une nouvelle figure du logement populaire des normes issues de leurs propres manières d'habiter – en ce sens, on peut dire qu'ils sont les agents actifs de « l'imposition de la culture légitime ». Mais dans ce travail d'élaboration interviennent d'autres agents, susceptibles de proposer les éléments d'une redéfinition de cette culture même, selon la logique de fonctionnement de leur propre univers socioprofessionnel. L'innovation des architectes en est le meilleur exemple: pour la comprendre, il est moins efficace de rabattre ces « artistes » sur les « classes dominantes » que d'étudier les contraintes propres à l'exercice d'une profession dont ils défendent le statut libéral et, dans ce cadre, les conditions de possibilité d'une créativité qui définit l'excellence. Il se peut alors que l'habitation ouvrière – inscrite dans la commande philanthropique qu'ils incarnent parfois eux-mêmes – puis celle de la « petite bourgeoisie » – qui se redéfinit à partir du début du siècle et représente, sous des formes variables selon les pays, une large part du marché architectural – deviennent le terrain de la mise en œuvre de formules radicalement nouvelles tant pour l'architecture du bâtiment que pour l'aménagement intérieur, l'activité de la nouvelle génération d'architectes se déployant aussi dans le domaine annexe des arts décoratifs.

Du côté des agents de la transformation des manières d'habiter, les livres pris en examen nous invitent encore considérer les représentations forgées par les réformateurs, en dehors de l'État ou en son sein, à l'adresse des usagers potentiels de la nouvelle habitation. Comme l'a récemment et utilement rappelé Gérard Noiriel, les réformateurs, relayés par les faiseurs d'opinion publique – la presse en

particulier – produisent des « images » dont l'efficacité dépend de leur appropriation par les populations concernées⁵³. Ces images, qui proposent en l'occurrence à ces populations de s'identifier avec l'habitant de la maison modèle, peuvent être réutilisées dans le champ proprement politique : en démocratie, par les forces en compétition pour capturer et fidéliser l'électorat populaire ; sous la dictature, par le parti qui cherche à obtenir le consentement au régime qu'il a installé.

Du côté des consommateurs, les expériences résidentielles, dont les modes d'appropriation de l'espace domestique sont constitutifs, les projets concernant l'avenir social et les obstacles qu'ils rencontrent du côté de l'habitation, variables selon les groupes sociaux, entrent d'abord en ligne de compte. La force de ces obstacles, liée à l'état du marché immobilier, est sans doute un facteur important du « succès » ou de l'« insuccès » rencontré par les entreprises réformatrices publiques ou privées. Mais ce facteur ne joue qu'en se combinant avec les usages de l'habitation liés à la culture du groupe et avec « les formes de l'appropriation des images unifiées et homogènes »⁵⁴ élaborées par les institutions réformatrices. Les ouvriers parisiens disposent encore à l'évidence, au début du siècle, de contre-images – en particulier celles qu'ils se forgent au sein de leurs propres organisations. Cela contribue sans doute à expliquer leur inertie face à l'« habitation à bon marché »⁵⁵. La *middle class* américaine de l'époque progressiste nous propose le cas inverse. Ce sont les institutions issues de sa propre mobilisation qui élaborent les nouvelles représentations, proposées ensuite à l'ensemble des consommateurs. Cet exemple permet de mieux comprendre les limites de l'entreprise fasciste. L'identification des employés avec leurs porte-parole et avec les symboles que ceux-ci avaient élaborés, reposait sur une mobilisation imposée d'en haut. Elle ne pouvait donc pas résister longtemps au désenchantement.



53. Gérard Noiriel, « Représentation nationale et catégories sociales. L'exemple des réfugiés politiques », *Genèses*, n° 26, avril 1997, pp. 25-54.

54. *Ibid.*, p. 32.

55. À ce propos, cf. Susanna Magri, « Les propriétaires, les locataires, la loi. Paris, 1850-1920 », *Revue française de sociologie*, vol. 37, n° 3, juillet-septembre 1996, pp. 397-418.